



E5-00189
118956

Eco So His

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : Eco, Sois et histoire ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroter chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

Interrogé jeudi 25 avril 2019 lors d'une conférence de presse, le président français Emmanuel Macron s'est prononcé sur les futurs changements des politiques économiques et sociales de son gouvernement. Il a notamment annoncé une baisse de la fiscalité, bien qu'il n'ait pas précisément désigné les impôts ou encore les ménages concernés. Cette mesure s'inscrit ^{de fait} dans la lignée des solutions envisagées pour répondre à la crise des gilets jaunes, un mouvement social porteur de revendications qui exprime la colère du peuple français chaque samedi depuis bientôt 6 mois. Un mouvement contestaire, dont l'origine serait un sentiment d'injustice des plus démunis face à la hausse des impôts et des prélèvements obligatoires qui, depuis de nombreuses années, affecterait leur pouvoir d'achat. En effet, le taux de prélèvements obligatoires en France est un des plus élevés du monde avec un taux avoisinant 45%. De plus, face aux perspectives atones de la croissance française qui, depuis la crise de 2008, ne dépasse pas les 2% de croissance mais aussi la dégradation toujours plus croissante de la compétitivité française, les prélèvements obligatoires et leur hausse auraient une part de responsabilité : eux-ci nuiraient à la croissance et la compétitivité.

La croissance désigne selon Kuznets l'augmentation d'une offre croissante de diversité qui suppose des ajustements sociaux, technologiques et institutionnels. La compétitivité est la capacité pour un Etat ou une entreprise à proposer

des prix moins élevés que les autres (compétitivité prix) ou une qualité supérieure de ses biens et services (compétitivité hors prix).

Cependant, si le taux de prélèvements obligatoires est élevé en France, il l'est également au Danemark ou plus généralement dans les pays scandinaves qui jouissent d'une bonne compétitivité et d'une croissance plus élevée que celle de la France. Doit-on alors y voir une faiblesse de la protection sociale basée sur le modèle français ? En effet, les prélèvements obligatoires sont utilisés afin de financer les protections sociales des pays qui reposent sur une logique d'assurance (redistribution horizontale) mais aussi d'assistance (redistribution verticale).

Aussi les prélèvements obligatoires ont-ils une entrave à la croissance et la compétitivité ? Mais est-ce d'avantage la façon dont sont redistribués ces prélèvements qui agit sur ces deux variables ? Il y aurait-il même un taux optimal de prélèvement pour les pays développés et ceux en développement ?

Si le coût ^{économique} des prélèvements obligatoires pour les ménages et les entreprises est un frein à la croissance et à la compétitivité (I), les recettes sociales que ceux-ci permettent garantissent une croissance sur le long terme (II). Seulement, la crise de légitimité, face au contexte de stagnation séculaire, des prélèvements obligatoires amènent à repenser leur allocation pour en faire de forts adjutants à la croissance et à la compétitivité.

Premièrement, les prélèvements obligatoires nuisent à la croissance et la productivité. Leur hausse contracte la demande des ménages en diminuant leur pouvoir d'achat, donc la croissance (A) et empêche ^{également} les entreprises d'être plus compétitives (B). Bien plus, un taux élevé de prélèvements obligatoires serait à condamner (C).

Tout d'abord, l'avilissement du pouvoir d'achat des ménages est imputable à une hausse des prélèvements obligatoires.

En effet, considérés comme des chocs de demande négatifs, les hausses de l'imposition réduisent le revenu disponible des ménages qui sont alors amenés à moins consommer. Ceci dégrade non seulement la demande mais aussi l'offre qui pâtit de la baisse de consommation. C'est notamment le mécanisme avancé par J.M. Keynes dans sa Théorie Générale en 1936 nommé le mécanisme de l'accélérateur qui implique qu'une baisse de la demande se traduit par une baisse plus que proportionnelle de l'investissement. Cette crainte de l'impôt pauvre contenue la croissance de la demande n'est cependant pas nouvelle, des économistes en parlaient déjà dès le 17^e siècle lorsque l'économie était encore majoritairement agricole, une "économie organique". Les physiocrates, qui pensaient que seule la terre était la richesse, s'opposaient à une imposition de la classe productive (les paysans). De même P. Boisguilbert offrait une critique de la pensée mercantiliste en rejetant une imposition des paysans qui pouvait nuire à la demande de biens industriels. Ces analyses font écho au déclin des salaires nets des professions intermédiaires ou encore des employés qui représentent une part importante de la population active française.

* Simon de Simonnai parlait aussi déjà des problèmes de pouvoir d'achat au 19^e

Mais la mondialisation a accentué la perte de compétitivité des entreprises ^{et pays} à cause des prélèvements obligatoires.

En effet, par la mise en compétition des territoires imputable aux activités des firmes multinationales (P.N.

Giraud), les perspectives de compétitivité se sont accrues si bien que les pays ayant les taux de prélèvements obligatoires les plus élevés ont souffert de l'ouverture. En effet, les coûts salariaux de la France sont parmi les plus élevés et cette contrainte a empêché certaines entreprises de s'y implanter ou d'autres de rester. Il y a eu de forts mouvements de délocalisation des firmes vers des pays moins réprobateurs en terme de fiscalité et notamment de coûts salariaux (vers l'Asie de l'Est ou l'Europe de l'Est plus récemment par exemple). Nous voyons également la montée actuelle des coûts salariaux qui nuisent à sa compétitivité-prix mais aussi à sa croissance qui depuis 10 ans a été divisée par deux (même si la croissance s'élevait toutefois à 6 ou 7 % ^{des non-résidents}) et un processus de réallocation s'est enclenché. De même, l'imposition sur les sociétés est très importante pour expliquer la compétitivité d'un pays. Il sera plus attractif pour une entreprise de s'implanter en Irlande où le taux d'imposition sur les bénéfices est très faible. Ces pays dits "paradis fiscaux" sont très attractifs et cela se retrouve dans les statistiques : ces pays seraient les bénéficiaires d'environ 25% des IDE dans le monde (V. Vicard).

Enfin, un taux élevé de prélèvements obligatoires serait insoutenable à partir d'un certain seuil.

Si on utilise la courbe de Laffer (1974), on peut se rendre compte qu'il existerait un niveau optimal d'imposition au delà duquel les impôts ne rapporteraient plus de recettes nécessaires aux dépenses publiques de l'Etat et de protection sociale. Cette analyse s'est récemment appliquée à l'épisode de la crise grecque qui sévit depuis 2009. Entraînée dans un double dip imputable à la Grande Récession de 2008 et à la mauvaise gestion de ses finances publiques, la Grèce a dû trouver des solutions rapides pour redresser son économie. Une politique d'austérité soutenue par la Zone Euro a été appliquée pour réduire les déficits publics du pays. Gel des pensions, baisses

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : Eco, Socio et histoire ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

de salaire, le pays a connu une hausse de l'imposition des ménages. Seulement, les recettes générées par ce taux élevé de prélèvements obligatoires n'ont pas augmentées et ont encore plus dégradé la croissance et la compétitivité grecque.

Ainsi, les ménages et les entreprises subissent les hausses de prélèvements obligatoires et de ce fait par jeu d'offre et de demande, la croissance et la compétitivité en sont affectés. Face aux transformations structurelles telles que l'hypermondialisation (A. Subramaniam) la course est alors au moins-disant fiscal. De plus, il existerait une forme de seuil au delà duquel les prélèvements obligatoires seraient inutiles voire dégradants pour la croissance et la compétitivité. Seulement quels impacts ont les recettes de ces prélèvements sur les économies ?

Les recettes des prélèvements obligatoires sont un bon adjuvant à la croissance et à la compétitivité. Ils seraient alors très utiles pour la productivité du pays (A) mais aussi dans la lutte contre les inégalités qui nuisent aux variables macroéconomiques. Enfin, ils sont utiles au développement.

Premièrement les travailleurs sont productifs grâce aux prélèvements obligatoires.

En effet, les recettes des prélèvements sont affectés pour une partie d'entre elles, aux dépenses d'assurance du travailleur. En bénéficiant d'une logique de solidarité, le travailleur reçoit une compensation lorsque ^{services un} "accident du travail ou autre. Ceci lui permet premièrement de garder un pouvoir d'achat et de revenu plus vite au travail. De plus, les dépenses étatiques à travers les investissements publics sont le fait de ces recettes. Ainsi en améliorant le capital humain ^(Gay Becker) des travailleurs en augmentant leur consommation effective (consommation finale + consommation de services "gratuits"), les autorités publiques permettent de nouvelles perspectives de croissance. On peut ici invoquer les analyses de la croissance endogène (même si L. Baumol, P. Romer et Lucas n'envisagent qu'une efficacité de la politique structurelle) la croissance s'auto-entretient et se cumule. Ceci peut déboucher sur plus d'information, avec un rendement encore plus croissant des savoirs (A. Marshall). Les Trentes Glorieuses (1945-1975) en sont un exemple parfait. Créée en 1945, la Sécurité Sociale est une révolution et nul doute qu'elle a contribué aux forts gains de productivités (5% en moyenne par an) et aux forts taux de croissance (5% en moyenne par an). De plus, par l'encouragement au savoir et à l'éducation, ces recettes impliquent une hausse de l'innovation qui accroît la compétitivité prix et hors prix des pays et entreprises.

Ensuite par leurs effets redistributifs, les recettes sociales contiennent les inégalités et ainsi restaurent croissance et compétitivité.

En effet, dans une logique de redistribution (fonction de R. Musgrave en 1959), les inégalités se réduisent. Il y a donc un soutien de la demande par les revenus les plus faibles qui ont une propension à consommer plus élevée que les plus aisés. C'est la logique d'assistance qui est à l'œuvre par l'octroi de revenus de transferts (qui aujourd'hui représentent en moyenne un tiers du revenu disponible des français).

De plus, dans la lutte contre le réchauffement climatique, cette réduction des inégalités est importante car à terme, les perspectives de croissance sont réduites par les enjeux environnementaux. Dans une perspective de soutenabilité faible (Pearce, Atkinson, 1993), les pauvres consomment plus d'énergie car ils n'ont pas les moyens d'accéder aux technologies vertes.

Enfin, pour les pays, l'instauration d'un Etat plus actif serait gage de développement.

Comme le disait Gershenkron en 1962, les latecomers ont besoin d'un substitut tel que la Banque ou l'Etat pour rattraper les pays développés. Le développement est intimement lié à la croissance et il ne faut pas oublier que si le marché fonctionne et qu'il y a de la croissance et de la compétitivité c'est grâce à l'Etat (K. Polanyi, la Grande Transformation, 1944).

Comme le dirait D. Rodrik, marché et Etat ne sont pas substitut et il faut de fait une intervention étatique.

Par la politique de compétitivité premièrement ou le modèle peut être l'Autorité de compétitivité française au niveau de l'union Européenne grâce aux recettes de certains prélèvements obligatoires (même si ce sont de faibles recettes).

Par les politiques d'investissement dans l'éducation comme le soulignent P. Aghion et Elié Cohen, avec des investissements dans l'éducation primaire pour rapprocher ces pays de la frontière technologique.

Ainsi, les recettes sociales permettent de meilleures performances économiques que cela soit directement sur la productivité des pays ou bien en agissant sur les inégalités. Bien plus, le développement des prélèvements obligatoires nécessite le développement d'un Etat social qui pour Florent est le développement donc la croissance. Mais les pays développés font face à une crise de légitimité des prélèvements obligatoires. Comment les améliorer ?

Enfin, face aux évolutions économiques récentes, les recettes sociales qui découlent des prélèvements obligatoires sont remis en cause dans leur rôle face à la croissance et à la compétitivité. Ainsi le vieillissement remet en cause les bienfaits des recettes sociales (A), c'est le "ras-le-bol" fiscal ^{qui} implique de nombreux changements de politiques (B) mais les prélèvements obligatoires au-delà de leur utilité économique sont devenus des instruments politiques (C)

Premièrement, la démographie remet en cause le pouvoir des recettes fiscales

En effet, face au vieillissement des populations, les taux de prélèvements obligatoires seraient amenés à augmenter car l'économie a un ratio de dépendants (individus de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans) de plus en plus élevé. De plus, malgré les convictions amenées par la théorie du cycle de vie de Modigliani, les plus âgés sont amenés à épargner au-delà de 70 ans donc leur octroyer autant ou plus de ressources ne seraient pas forcément bénéfique à la croissance car ceux-ci n'investissent pas leur épargne et sont exposés au risque (P. Imam). Ils ne constituent qu'une épargne de précaution ou alors font le plus souvent

Code épreuve : 269

Nombre de pages : 10

Session : 2019

Épreuve de : ESH-ESSEC

Consignes

- Remplir soigneusement l'en-tête de chaque feuille avant de commencer à composer
- Rédiger avec un stylo non effaçable bleu ou noir
- Ne rien écrire dans les marges (gauche et droite)
- Numéroté chaque page (cadre en bas à droite)
- Placer les feuilles A3 ouvertes, dans le même sens et dans l'ordre

fructifier leur patrimoine.

C'est également cette économie dite des "héritiers" qui pose problème aujourd'hui.

Le "ras-le-bol" est ^{bien} plus un sentiment d'injustice que de hausse des impôts en soi. Ce seraient "toujours les plus pauvres" qui pâtiraient de cette hausse. Les plus riches, se constitueraient ^{leur} un patrimoine car la croissance du revenu des actifs est supérieure au taux de croissance (T. Piketty). Ainsi il faudrait non moins imposer mais imposer plus judicieusement pour ne pas perpétuer les inégalités. Chose que les hommes politiques ont compris mais pas par les bons objectifs.

Ainsi, le pouvoir bénéfique à la croissance des prélèvements obligatoires serait aujourd'hui occulté par les objectifs politiques.

L'état du Public Choice a montré que le pouvoir étatique tenait en son sein des individus rationnels. J. Tirole parlera même d'une dangerosité de ces individus. Ils veulent seulement être élus et ne s'attachent pas forcément au bien social des individus. Ainsi il n'est pas rare de voir une baisse des prélèvements obligatoires avant chaque élection (cycle politico-économique)

de W. Nordhaus et Kachebi). De plus l'influence croissante des lobbys est l'origine de nombreuses baisses localisées des impôts dans le but de servir les intérêts des autorités.

Ainsi, alors ^{que} les prélèvements obligatoires représentent un coût pour le peuple et les entreprises qui engendrent une croissance moindre et une productivité dégradée, les recettes sociales forment un soutien sur le long terme à la croissance et à la compétitivité. Seulement face à la cause de légitimité du "trop" d'impôts (car trop d'impôt tue l'impôt) et des transformations démographiques, les prélèvements obligatoires doivent servir un intérêt plus général et favorable au bien être collectif pour conserver leur action sur la croissance et la compétitivité.

On pourrait imaginer à la lumière des analyses de Boltanski et Chiapello (-1999) que les questions environnementales vont jouer un rôle important pour modifier le capitalisme actuel. Avec l'instauration de principes tels que la Responsabilité Sociale et Environnementale des entreprises (RSE, E. Bowen), peut-on envisager un prélèvement obligatoire dédié à la lutte contre le réchauffement climatique ?



